

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de Pont-l'Évêque,

VU la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants,

VU le Code Pénal, et notamment son article R.610-5,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et complété,

VU l'arrêté municipal n°ARR2025_11_PM52 du 12 novembre 2025 réglementant l'arrêt et le stationnement sur le territoire de la commune en agglomération,

VU la demande formulée par Madame Estelle PASQUER, commissaire du salon de la société Publi Hebdo, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public communal dans le cadre du salon « Bien vivre en Pays d'Auge », les 5 et 6 juin 2026, place du Maréchal Foch,

CONSIDÉRANT qu'il convient, afin de permettre le bon déroulement de cet événement et de garantir la sécurité des usagers, de réserver le trottoir devant le Marché Couvert ainsi que le foirail situé place du Maréchal Foch.

ARRÊTE

Article 1 : A l'occasion du salon « Bien vivre en Pays d'Auge » organisé par la société Publi Hebdo, l'occupation du domaine public communal est autorisée place du Maréchal Foch, sur le trottoir situé devant le Marché Couvert ainsi que sur le foirail situé entre le Marché Couvert et le Pré², pour l'installation de structures accueillant des exposants du vendredi 5 juin 2026 à 7h00 au samedi 6 juin 2026 à 22h00.

Article 2 : La disposition des barrières et la signalisation seront assurées par les services de la Ville.

Article 3 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révoquée.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la législation. Tout stationnement de véhicule interdit aux termes du présent arrêté sera considéré comme gênant et verbalisé au titre de l'article R.417.10 du Code de la Route. Une Mise en fourrière du véhicule gênant pourra alors être effectuée aux frais du contrevenant.

Article 5 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la mairie de Pont-l'Évêque, M. le Commandant de la

Brigade de Gendarmerie Nationale de Pont-l'Évêque, M. le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale de Pont-l'Évêque, Mme la Directrice des Services Techniques de Pont-l'Évêque sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et dont ampliation sera transmise à :

- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pont-l'Évêque ;
- Le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale ;
- Le Capitaine des sapeurs-pompiers de Pont-l'Évêque ;
- La Directrice des Services Techniques ;
- La commissaire du salon

Fait à Pont-l'Évêque, le 29/05/2026

Pour le Maire et par délégation,
l'Adjoint au Maire
Jean-Michel EUDE

